

Janvier 2012



La situation sécuritaire actuelle des Coptes en Egypte

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf.

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf],

se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Sommaire

1. Données générales sur la communauté copte en Egypte

1.1. Importance numérique et organisation religieuse

1.2. Répartition géographique et appartenance sociale

2. Eléments d'informations concernant la situation sécuritaire de la communauté copte

2.1 Une situation relativement difficile sous l'ère Moubarak (2008-2011)

2.1.1. Bref aperçu des pratiques discriminatoires dont fait l'objet la communauté copte

2.1.2. Typologie des violences perpétrées à l'encontre de cette communauté

2.1.3. Une protection de l'Etat jugée peu efficace voire insuffisante

2.2. Une situation post- révolutionnaire critique

2.2.1. Une augmentation des violences sectaires

2.2.2. Brève chronologie des attaques contre les Coptes depuis la chute du Président Moubarak

1. Données générales sur la communauté copte en Egypte

1.1. Importance numérique et organisation religieuse

Les coptes constituent la plus importante minorité chrétienne du Moyen-Orient. La proportion précise de chrétiens, et notamment de coptes en Egypte est difficile à évaluer, faute de données fiables. Outre la volonté affichée des autorités de transcender les différences confessionnelles au profit d'une unité nationale égyptienne, de nombreux coptes préfèrent ne pas afficher leur religion par peur des persécutions. Les chrétiens représenteraient, selon les estimations¹, entre 6 et 10 % de la population égyptienne², soit 4 à 7 millions de fidèles. L'Église copte affirme, quant à elle, regrouper plus de 10 millions de fidèles³. Des chrétiens non coptes vivent également en Egypte. Ils sont regroupés au sein des communautés arménienne apostolique (environ 7000 personnes), grecque catholique (4 500), grecque orthodoxe (4 200), latine (3 600), maronite (2 400), syrienne catholique, ainsi que dans d'autres Eglises dont la représentation est infime comme les églises chaldéenne-catholique, jacobite et arménienne catholique.

Le terme « copte », dérive du grec *aigyptos/aiguptios*⁴, qui signifie « Egyptien » désignant ainsi l'ensemble des habitants du pays. Le glissement sémantique du terme pour ne désigner que les chrétiens d'Egypte semble s'être opéré à la suite de l'islamisation du pays, intervenue au VII^e siècle. Il s'est ensuite maintenu, même si cette communauté est devenue minoritaire numériquement⁵. Si le christianisme est un élément essentiel de la personnalité des coptes, Jean-Pierre Valogne, souligne dans son ouvrage « Vie et mort des chrétiens d'Orient » que « leur dimension égyptienne compte au moins autant dans l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, puisqu'ils s'estiment, au terme d'un raccourci historique prêtant à controverse, les véritables descendants des Egyptiens de l'Antiquité alors que les musulmans seront les héritiers des conquérants⁶ ».

Les coptes privilégient cet aspect de leur personnalité collective et se présentent par conséquent d'abord comme Egyptiens⁷. La circonstance que cette communauté soit peu présente dans le reste du monde arabe, à la différence des autres communautés chrétiennes orientales, favorise également cette identification avec l'Egypte⁸. Il existe des minorités coptes dans le monde arabe (Arabie Saoudite- Golfe et Irak), mais elles sont presque intégralement formées par des Egyptiens expatriés.

Les coptes sont orthodoxes pour la plupart (à plus de 90%), mais on compte également des coptes catholiques (environ 225 000)⁹ ainsi qu'une petite minorité de chrétiens

¹ FROMENT-MEURICE Henri, « Que faire pour les chrétiens d'Orient », *Commentaire*, N° 134 (vol. 34), Été 2011 pp. 379-385 ; VALOGNES Jean –Pierre, *Vie et morts des chrétiens d'Orient – des origines à nos jours*, Paris Fayard, éd. 1994, pp. 233.

² JACOBS Andreas, « Under Muslim rule – On the political and social situation of Egyptian Christians » *Konrad – Adenauer-Stiftung (KAS) International Report*, 12/2010; *France 24*, « Tour d'horizon de la situation des chrétiens d'Orient », art. cit.

³ KOSTANIAN Albert, « Mort et résurrection des chrétiens d'Orient – un autre exemple de résilience », *Géopolitique*, 10-11-12/2011.

⁴ VALOGNES Jean–Pierre, *Vie et morts des chrétiens d'Orient – des origines à nos jours*, *op. cit.*

⁵ En raison notamment de deux facteurs importants: un taux de natalité plus faible par rapport aux Egyptiens musulmans et une émigration importante parmi les membres de la communauté. VALOGNES Jean–Pierre, *op. cit.*, pp. 233.

⁶ GUIRGUIS Laure, « Coptes d'Egypte : un « nationalisme utopique », *Cahiers de l'Institut Religioscope*, N°6, 07/2011 ; VALOGNES Jean-Pierre, *op. cit.*

⁷ VALOGNES Jean–Pierre, *op. cit.*

⁸ *Ibid.*

⁹ C'est l'une des plus petites chrétientés orientales. FROMENT-MEURICE Henri, « Que faire pour les chrétiens d'Orient ? », art. cit. Selon l'annuaire pontifical de 2010, l'Egypte compterait 165 000 coptes catholiques. Voir *Le Nouvel Observateur*, « Qui sont les coptes d'Egypte ? », 04/01/2011 et VALOGNES Jean–Pierre, *op. cit.*

évangéliques¹⁰. Le chef de la communauté évangélique en Egypte se nomme Safwat al-Bayadi¹¹. La chrétienté copte orthodoxe fonctionne comme une Eglise autocéphale. Elle est dirigée depuis 1971 par le Patriarche/Pape¹² Chenouda III, qui porte le titre de « Pape d'Alexandrie et de toute l'Afrique et Patriarche de la Prédication de Saint Marc ». Elle ne dépend donc, ni de Rome ni d'un autre patriarcat.

L'Eglise copte catholique fait partie des Eglises de rite oriental. Elle est divisée en sept diocèses dont cinq sont situés en Haute-Egypte à Béni Suef, Minya/Minieh, Assiout, Sohag et Louxor et en Basse-Egypte (Ismailia et Port Saïd), auxquels s'ajoute le diocèse patriarcal du Caire et d'Alexandrie. Elle a été rattachée à Rome en 1895 et relève du Patriarche Antonios Naguib¹³. Ce dernier a été consacré Cardinal par Benoit XVI le 20 novembre 2010¹⁴.

1.2. Répartition géographique et appartenance sociale

Présente sur l'ensemble du territoire égyptien¹⁵, cette communauté est toutefois concentrée essentiellement le long de la vallée du Nil. On les retrouve dans l'anonymat des grandes villes comme au Caire, Alexandrie, Louxor et avec des concentrations plus fortes en Haute Egypte¹⁶, en particulier dans les provinces de Minya/Minieh¹⁷, Assiout¹⁸, Qena, Sohag.

Dans les provinces de Haute-Egypte, qui sont des gouvernorats ruraux¹⁹, il n'est pas rare que le pourcentage de cette population atteigne les 35%, ce qui peut poser des problèmes de coexistence d'autant plus aigus que coptes et musulmans voisinent souvent dans le même village ou les mêmes quartiers²⁰. A titre d'exemple, la ville de Minieh/Minya²¹, capitale du gouvernorat du même nom et qui comprend entre autres la localité de Samalut/Samalout²², possède l'une des plus fortes concentrations de population chrétienne copte en Egypte, soit environ 50% de l'ensemble de ses habitants²³.

Au niveau social, on retrouve les coptes dans toutes les couches de la société égyptienne²⁴. Une partie appartient à l'élite urbaine, fortunée et libérale²⁵, à l'instar des grandes familles patriciennes comme les Boutros-Ghali²⁶, tandis que la grande majorité

¹⁰ Australian Government- Refugee Review Tribunal, *Country Advice Egypt – Evangelicla Christians –Proselyting activites- Treatment by authorities-Treatment by Muslims*, 17/12/2010.

¹¹ Almasry Alyoum, « NGO Report : 93 000 Copts left Egypt since March », 25/09/2011.

¹² Le qualificatif de « pape » copte est une appellation d'origine grecque héritée de l'époque du christianisme indivis. Cf. VALOGNES Jean-Pierre, *op. cit.*

¹³ *La Croix*, « Les coptes une communauté très ancienne menacée par l'incertitude politique », 10/10/2011.

¹⁴ *Le Nouvel Observateur*, « Qui sont les coptes d'Egypte ? », art. cit.

¹⁵ CHAILLOT Christine, *Les Coptes d'Egypte 1970-2011*, éd. l'Œuvre, 09/2011.

¹⁶ *Le Nouvel Observateur*, « Qui sont les coptes d'Egypte ? », art. cit°; *Slate*, « Le calvaire des coptes », 13/01/2010.

¹⁷ Deux des nombreuses orthographes rencontrées pour cette province. *La Croix*, « Ils ne veulent plus de chrétiens en Egypte ! », 10/10/2010.

¹⁸ FROMENT-MEURICE Henri, « Que faire pour les chrétiens d'Orient ? », art. cit.

¹⁹ Cf. VALOGNES Jean –Pierre, *op. cit.* pp. 235.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Ville située à environ 250 km au sud du Caire. Elle a longtemps été surnommée par les Egyptiens, "Aroussa el-Saïd" (la fiancée de Saïd).

²² Les deux orthographes les plus communément utilisées pour cette ville. C'est à côté de cette ville, à Djebel el-Teir, qu'est situé le monastère copte orthodoxe de la Vierge Marie, le plus grand lieu de pèlerinage chrétien.

²³ Free Egypt, « Minya », non daté.

²⁴ JACOBS Andreas, « Under Muslim rule – On the political and social situation of Egyptian Christians », art. cité ; *France 24*, « Tour d'horizon de la situation des chrétiens d'Orient », art. cité°; CHAILLOT Christine, *Les Coptes d'Egypte*, *op. cit.*

²⁵ Nombre d'entre eux sont pharmaciens ou médecins.

²⁶ Secrétaire General des Nations Unies de 1992–1996, Boutros Boutros-Ghali, qui dirige actuellement le Conseil National des Droits de l'Homme du Caire/ *National Council of Human Rights* est le copte le plus connu tant en Egypte qu'à l'étranger. *Le Nouvel Observateur*, « Qui sont les coptes d'Egypte ? », art. cit.

se répartit entre les classes moyennes et pauvres²⁷ en passant par l'existence de nombreuses communautés rurales.

Dans les aires rurales, par exemple, les coptes sont difficiles à distinguer de leurs voisins musulmans, puisqu'il n'existe pas de différences ethnique et linguistique entre les deux communautés²⁸. Comme le note le chercheur DENIS Eric²⁹, les coptes établis en Haute-Égypte, « *appartiennent par opposition à ceux établis au Caire, à la communauté des provinciaux de Haute-Egypte, aux 'saïdi-s'*³⁰, autrement dit à 'l'Égypte en retard' ». En effet, derrière l'élite copte, lettrée et urbaine, il existe une trame de localités rurales, où les chrétiens vivent au quotidien comme leurs voisins musulmans³¹, en particulier dans la région de Minya, d'Assiout et de Sohag.

Enfin, les communautés urbaines coptes peuvent être subdivisées en deux groupes, les résidents urbains de longue date et ceux, plus pauvres, qui ont émigré des campagnes³².

2. Éléments d'informations sur la situation sécuritaire de la communauté copte

De nombreuses sources relèvent une augmentation des violences perpétrées à l'encontre des membres de la communauté copte tout particulièrement durant la période précédant la chute du Président Moubarak³³ ainsi qu'une accentuation de ces dernières à l'heure actuelle, rendant la situation de cette communauté particulièrement critique.

Cette situation semble résulter de la conjugaison de plusieurs facteurs dont nous n'énumérerons que les principaux :

- la persistance du traitement différencié et discriminant de cette communauté
- la défaillance des autorités égyptiennes à fournir une protection adéquate et effective aux victimes coptes et à traduire en justice les responsables des attaques à leur rencontre
- le manque de volonté politique passé pour prendre clairement position vis-à-vis de l'extrémisme religieux et de l'exploitation de la religion par certains extrémistes à des fins politiques tout comme pour renforcer l'Etat de droit dans le pays, en particulier en matière de liberté de culte.

Il convient en outre de rappeler que ces facteurs s'inscrivent dans un contexte socio-économique difficile et une période électorale marquée non seulement par l'incertitude

²⁷ A l'instar des *zabbalines*, les éboueurs misérables du Caire. *Slate*, « Le calvaire des coptes », art. cit.

²⁸ JACOBS Andreas, « Under Muslim rule – On the political and social situation of Egyptian Christians », art. cité; France 24, « Tour d'horizon de la situation des chrétiens d'Orient », art. cité ; Global Security, « Coptic Christians », non daté.

²⁹ DENIS Eric, chercheur au CNRS-CEDEJ, « Cent ans de localisation de la population chrétienne égyptienne- Les Éléments d'une distanciation entre citadins et villageois », *l'Astrolabe* (Revue de l'Association française pour l'étude du monde arabe et musulman), N° 2, 09/09/1997.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² Global Security, « Coptic Christians », art. cit.

³³ Le *National Committee for Combating Sectarian Violence* (NCCSV) au Caire indique dans un communiqué du 1^{er} mai 2010 que l'Égypte connaît une escalade de violence sectaire sans précédent basée sur l'identité religieuse ; Almasry Alyoum, « Sectarian violence: what can be done? », 01/05/2010 ; CHAILLOT Christine, *op. cit.* pp.81; US Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, Assistant Secretary Michael H. Posner, *The situation faced by the Coptic Christian community in Egypt- Statement to the US Helsinki Commission*, 15/11/2011 ; Amnesty International, *Broken Promises-Egypt's military rulers erode human rights*, 11/2011; US Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labor, *International Religious Freedom Report 2009 - Egypt*, 26/11/2009 et *International Religious Freedom Report 2010 - Egypt*, 17/11/2010°; Amnesty International, *Rapport annuel 2009 - Égypte*, 28/05/2009.

politique mais également par la montée des mouvements fondamentalistes, en particulier de la mouvance salafiste³⁴.

2.1. Une situation relativement difficile sous l'ère Moubarak (2008-2011)

2.1.1. Aperçu des pratiques discriminatoires dont fait l'objet la communauté copte

Il ressort des différents rapports consultés³⁵, que les coptes font l'objet de discriminations diverses³⁶, et ce dans différents domaines, ce qui va pourtant à l'encontre de la Constitution égyptienne, qui garantit l'égalité entre tous les citoyens³⁷. L'intégrisme n'a cessé de se développer durant les dernières décennies en Egypte, comme en témoigne notamment la réislamisation officielle de l'appareil législatif. Depuis 1980, la *charia*³⁸ est en effet considérée officiellement comme la source principale de la législation.

Les différents domaines concernés par la discrimination concernent l'accès au système scolaire, à la fonction publique et la liberté de culte.

La catégorisation des individus en fonction de leur appartenance confessionnelle est, en effet, rendue aisée dans la mesure où il est fait mention sur la carte d'identité et les documents officiels de la religion de son titulaire. Ceci constitue également, comme le relève le rapport de *Minority Rights Group International* (MRGI) daté de juillet 2011³⁹, un facteur qui peut engendrer des comportements discriminatoires de la part des entreprises privées et de l'administration⁴⁰. Si de nombreuses ONG militent pour la suppression de cette mention, il n'en reste pas moins que celle-ci demeure encore effective aujourd'hui. Toute information erronée sur l'affiliation religieuse, laquelle est établie sur la base de documents délivrés par les autorités religieuses, est jugée devant les tribunaux. L'impossibilité d'établir la religion d'une personne (qui ne concerne que peu de cas) a des conséquences juridiques importantes, puisque cette dernière ne peut obtenir de documents d'identité, accéder à l'éducation et à l'emploi tout comme elle ne peut exercer ces droits civils et politiques⁴¹.

Selon *Minority Rights Group International*⁴², les coptes sont non seulement sous-représentés au niveau du gouvernement mais également au niveau national ou local. **La fonction publique** demeure le **principal foyer où la discrimination envers les chrétiens se fait sentir**. Si en 1910, ils représentaient 45% des agents de la fonction

³⁴ CHAILLOT Christine, *op. cit.*, pp.75 ; POMMIER Sophie, *Égypte l'envers du décor*, éd. La Découverte, 04/2008, pp. 289. Selon Sophie Pommier, depuis le début des années 2000, la diffusion de la pensée salafite et une montée des communautarismes ont, entre autres, contribué à aviver les tensions interreligieuses dans le pays avec la multiplication d'incidents plus ou moins graves.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ KOSTANIAN Albert, « Mort et résurrection des chrétiens d'Orient – un autre exemple de résilience », *op. cit.*

³⁷ On peut citer à cet égard, respectivement l'article 8 et 40 de la Constitution égyptienne : le premier stipule que « L'Etat assure l'égalité des chances pour tous les citoyens », et le second que « les citoyens sont égaux devant la loi ».

³⁸ Pour rappel, littéralement le mot *charia* a été traduit par le terme « voie ». Selon Eric Chaumont, chercheur au CNRS et spécialiste du droit musulman, « suivre la voie révélée par Dieu est un impératif pour tous musulmans, de même que s'y référer pour juger des affaires humaines. En ce sens, il s'agit d'une loi ». Cf. *La Croix*, « L'application de la charia, une réalité juridique variable selon les pays », 24/11/2011.

³⁹ *Minority Rights Group International, State of the world's minorities and indigenous peoples 2011 – Middle East and North Africa*, 6/07/2011.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ JACOBS Andreas, « Under Muslim rule – On the political and social situation of Egyptian Christians », *op. cit.*

⁴² *Minority Rights Group International, State of the world's minorities and indigenous peoples 2011 – Middle East and North Africa*, *op. cit.*

publique, en 2002, ils ne comptaient que pour 1,5% des fonctionnaires⁴³. Ils sont pratiquement⁴⁴ exclus des postes importants tant dans l'armée, que dans la police et la magistrature⁴⁵. Suite aux élections de novembre 2010, les coptes ne détenaient que 2% des sièges au Parlement égyptien⁴⁶.

Ils sont aussi sous-représentés dans le monde universitaire, notamment dans les universités d'Etat. Les filières scientifiques et techniques ne comptent pas de personnes issues de cette communauté où ils sont considérés comme « *persona non grata* »⁴⁷. De même, l'enseignement de la langue arabe semble être le domaine réservé des professeurs musulmans au prétexte que la connaissance du Coran est nécessaire pour la bonne pratique de cette langue. Bien qu'ils participent au financement de l'université islamique Al-Azhar, ils ne peuvent cependant pas y étudier.

Les universités et établissements d'enseignement supérieur coptes ne bénéficient d'aucune subvention et les diplômes qu'ils délivrent ne sont pas reconnus par l'Etat. Les programmes scolaires participaient jusqu'à il y a peu à la marginalisation des coptes en occultant l'époque chrétienne de l'histoire égyptienne.

Nombreuses sont les discriminations qui touchent à la pratique du culte. Alors même que la Charte fondamentale égyptienne, dans son article 46, garantit la liberté de croyance et la liberté de l'exercice du culte, l'existence de certaines mesures discriminatoires limitent dans la pratique cet exercice.

La construction, l'extension et la restauration des Eglises sont particulièrement réglementées et nécessitent des autorisations des gouverneurs des différentes provinces suite au décret présidentiel 291/2005.

Dans les faits, la lenteur et la mauvaise volonté de l'administration se conjuguent au fait que de bonnes relations entre le clergé local et les autorités sont la plupart du temps nécessaires pour obtenir le feu vert dans ce domaine. Les forces de sécurité peuvent également opposer un refus au projet si la majorité musulmane y est hostile⁴⁸.

La liberté de culte est également très encadrée : la conversion est particulièrement difficile car s'il est aisé d'adhérer à l'islam, en revanche l'inverse n'est pas vrai en raison de la forte pression sociale et religieuse. Le converti est accusé d'apostasie.

La discrimination, si elle était habituelle, n'était toutefois pas systématique sous Moubarak. Cette violence, selon certains analystes⁴⁹, a augmenté de manière significative durant la fin de son régime.

A cela il faut ajouter un climat social extrêmement tendu, dans lequel tout événement conflictuel peut rapidement dégénérer en violences interconfessionnelles.

⁴³ *BBC News Middle East*, « Viewpoint : Egypt's Copts must not submit to grief », 26/10/2011.

⁴⁴ On trouve en effet très peu de coptes dans les rangs supérieurs de l'armée et des forces de sécurité. Cf. United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF), *Annual Report 2010 covering April 1, 2010 – March 31, 2011*, 05/2011.

⁴⁵ Observatoire de l'islamisation, « Entretien avec Masri Feki sur la situation des coptes en Egypte », 23/01/2011; JACOBS Andreas, « Under Muslim rule – On the political and social situation of Egyptian Christians », *op. cit.*

⁴⁶ Avec seulement dix députés coptes en 2010 au Parlement dont sept ont été désignés par le président déchu Moubarak, sur les 518 sièges que compte le parlement égyptien. Cf. *La Croix*, « Les coptes une communauté très ancienne menacée par l'incertitude politique », 10/10/2011.

⁴⁷ BILLOUD Jean-Michel, *Histoire des chrétiens d'Orient*, Paris, l'Harmattan, coll. « Comprendre le Moyen - Orient », 1995, pp.175 ; CHAILLOT Christine, *Les Coptes d'Egypte*, *op. cit.*

⁴⁸ Observatoire de l'islamisation, « Entretien avec Masri Feki sur la situation des Coptes en Egypte », *op. cit.*

⁴⁹ Voir *infra*.

2.1.2. Typologie des violences perpétrées à l'encontre de la communauté copte

Selon le rapport établi par l'ONG égyptienne « Initiative égyptienne pour les droits de l'Homme »/ *Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR)*⁵⁰ documentant les attaques dirigées à l'encontre de la population copte durant la période allant de 2008-2010, pas moins de 53 incidents ont eu lieu dans 17 gouvernorats sur les 29 que compte l'Egypte, ce qui fait en moyenne 2 incidents par mois.

Il convient également de relever que la majorité des cas de violences sectaires, soit 33 cas, ont été relevés en Haute-Egypte, et plus particulièrement dans les gouvernorats de Beni Soueif, Minya, Assiout, Sohag, Qena, Louxor et Fayyoub. Ces sept provinces ont été le théâtre d'actes de violences les plus graves, en termes de fréquence, de durée (ils peuvent se dérouler sur plusieurs jours⁵¹), de diversité des incidents relevés et du nombre de victimes⁵².

La Haute-Egypte a toujours été une zone particulièrement sensible, où les chrétiens ont connu des persécutions en particulier dans les années 1990⁵³ lorsque les milices fondamentalistes, des groupes comme *Gama'at al Islamiya/Djihad islamique*, faisaient régner la terreur, notamment dans la région d'Assiout, au sud du pays. Ce gouvernorat majoritairement rural avec la ville-capitale du même nom et qui regroupe une majorité significative de coptes, est également une zone d'implantation ancienne d'islamistes radicaux. Il a été le siège d'affrontements dans les années 90 entre gouvernement et la mouvance salafiste⁵⁴.

La majorité des incidents répertoriés se sont produits dans le gouvernorat de Minya puisque 21 incidents y ont été comptabilisés durant la période considérée. Pas moins de 17 villages, localisés dans les 7 districts sur les 9 que comprend ce gouvernorat, ont été touchés.

Vingt incidents ont été recensés dans la Basse-Egypte ainsi que dans le Delta, particulièrement dans les gouvernorats de Dakahliya et Monufiyya qui seraient les plus touchés⁵⁵.

Selon le classement établi par l'*Egyptian Initiative for Personal Rights/EIPR*, ces attaques revêtent plusieurs formes :

- La forme de violence la plus grave exercée est celle qui peut être qualifiée d'acte de vengeance ou de punition collective. Toute la communauté copte est rendue responsable de l'acte commis ou *supposé l'être* par l'un de ses membres à l'encontre d'un musulman. La plupart du temps, les actes de violence semblent être basés sur des rumeurs non confirmées et reposent sur deux notions 'la dignité et la réputation' des musulmans tout comme sur la notion de l'honneur. A cet égard, il est intéressant de noter, qu'à la différence de leurs compatriotes musulmans, les coptes vont davantage agir en organisant des manifestations, des protestations ou encore vont se tourner vers leurs églises pour exiger leur intervention et protection.

⁵⁰ Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), *Freedom of religion and belief program, Two years of sectarian violence: what happened? Where do we begin? An analytical study of January 2008 – January 2010*, 04/2010.

⁵¹ A titre d'exemple, les violences qui ont touché les districts de Farshout et Abu Tisht ainsi que plusieurs villages adjacents, dans la province de Qena ont duré plus de cinq jours, soit du 19 au 23 novembre 2009. Cf. Egyptian Initiative for Personal Rights, *Freedom of religion and belief Program, Two years of sectarian violence: what happened? Where do we begin? An analytical study of January 2008 – January 2010*, *op. cit.*

⁵² L'attaque de Nag Hammadi (province de Qena) le 6 janvier 2010 a causé la mort de 7 personnes (6 coptes et un musulman) Cf. Egyptian Initiative for Personal Rights, *op. cit.*

⁵³ DENIS Eric, chercheur au CNRS-CEDEJ, « Cent ans de localisation de la population chrétienne égyptienne- Les éléments d'une distanciation entre citadins et villageois », *art. cit.*

⁵⁴ *Associated Press*, « Egypt's Christians try to stem Islamists in vote », 29/11/2011.

⁵⁵ Pour plus de détails, voir le rapport d'Egyptian Initiative for Personal Rights, *op.cit.*

- La seconde forme de violence la plus répandue sur tout le territoire égyptien est celle dirigée à l'encontre de toutes sortes de manifestations religieuses émanant des coptes qui ce soit la tenue de cérémonies, la construction voire la réparation des édifices religieux. Parfois, les autorités égyptiennes sont également impliquées dans ce type de violences, puisque dans plusieurs cas, les représentants de l'Etat ont refusé que des membres de la communauté copte tiennent des cérémonies dans leurs maisons et ont procédé à l'arrestation de ceux qui ont refusé d'obtempérer. Le plus souvent, ces refus officiels sont également soutenus par la population musulmane, accentuant ainsi les tensions interconfessionnelles. Dans certains cas, la police a joué un rôle dans l'incitation à la violence exercée. En règle générale, les services de sécurité ferment alors le lieu usité pour les services religieux, considéré comme « non autorisé », et placent un garde permanent devant le lieu ou l'habitation concernée, afin de s'assurer que cela ne se reproduise pas.
- Parallèlement à ces cas, les chrétiens peuvent également être empêchés de parachever la construction de leurs maisons sur leurs propres terres, les services de sécurité les suspectant de vouloir modifier la destination des lieux ou de les vendre à l'église. La rénovation des Eglises existantes et autorisées est problématique, quant elle ne dégénère pas en violence généralisée. Comme le relève le rapport de l'EIPR⁵⁶, les agents des services de sécurité de l'Etat ont suspendu successivement, en 2008 et 2009, plusieurs travaux de rénovation d'églises, et ce, malgré le fait que le décret présidentiel 391/2005 autorise les églises à procéder à ce type de travaux sur simple notification aux autorités compétentes.

Parmi les autres formes de violences, on peut citer :

- La destruction d'édifices religieux par incendie, les attaques à l'aide d'engins explosifs et les meurtres prémédités de chrétiens qualifiés *d'infidèles* au moyen d'armes à feu ou à l'arme blanche.
- L'incendie de maisons, de magasins et de biens appartenant à la communauté copte qui est devenue chose commune en période de violences sectaires. Selon les témoignages recueillis par l'EIPR, ces incendies criminels provoquent le sentiment assez répandu parmi les coptes que « *leurs intérêts économiques et financiers sont visés dans l'unique but de les appauvrir et de provoquer leur exode du pays* »⁵⁷.

Enfin, l'EIPR souligne le rôle important sinon déterminant joué par les rumeurs⁵⁸ dans les violences sectaires. Elles constituent l'un des principaux facteurs qui ont contribué à l'escalade des violences et des attentats perpétrés contre les coptes dans le pays. Il est de ce fait important lors des investigations menées sur ces cas de violences de tenter de déterminer la source à l'origine de la rumeur et d'identifier les responsables de sa propagation.

Il convient également de souligner que la communauté copte constitue un acteur indirect dans la lutte menée par les intégristes musulmans contre le régime égyptien « *car attiser le feu de la sédition confessionnelle est aussi un moyen de déstabiliser l'Etat, qui est leur principal objectif* »⁵⁹. Il s'agit dès lors pour les intégristes de répandre des rumeurs infondées sur les chrétiens ou d'instrumentaliser des querelles privées afin d'attiser les tensions et rancœurs, en espérant ainsi provoquer des représailles aveugles émanant de musulmans se croyant gravement offensés ou menacés. Ce phénomène n'est guère

⁵⁶ Egyptian Initiative for Personal Rights, Freedom of religion and belief program, *op. cit.*

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ A titre d'exemple, la tuerie des coptes qui s'est déroulée à Nag Hammadi en janvier 2010 a eu pour origine une rumeur selon laquelle un membre de la communauté copte aurait mis le feu à une mosquée et un autre aurait tué un musulman. Cf. *Ibid.*

⁵⁹ Analyse livrée par le patriarche d'Alexandrie des coptes catholiques, Antonios Narguib. Cf. « Le défi égyptien », *Revue 30 Giorni*, 22/02/ 2011.

circonscrit aux villages et les tensions religieuses, assimilées parfois à de la 'haine', se manifestent également dans les villes.

2.1.3. Une protection offerte par l'État jugée peu efficace voire insuffisante

De nombreuses sources⁶⁰ soulignent la défaillance des autorités égyptiennes dans la protection de la communauté copte contre les différentes attaques et violences dont ils font l'objet. La lenteur de la justice sur ce type d'affaires contribue également au fait que la plupart des auteurs des actes de violences demeurent en pratique impunis⁶¹.

L'EIPR⁶² relevait déjà que les autorités ne parvenaient guère à endiguer la montée des violences sectaires, notamment en raison de la négation ou de la minimisation de ces événements de la part des représentants de l'Etat et autres responsables gouvernementaux. Ces cas relèvent du Ministère de l'Intérieur et plus particulièrement de la Sûreté de l'Etat, dont les interventions sont décrites comme « *inadéquates, violentes, et dans la plupart des cas, illégales* », en sus de la lenteur qui les caractérise.

Outre le fait que ces violences sont vues comme un problème relevant strictement de la sécurité intérieure de l'Etat égyptien, elles sont la plupart du temps qualifiées d'incidents isolés, ce qui ne contribue pas à une compréhension générale du phénomène. Par ailleurs, selon des témoignages recueillis par l'EIPR, les forces de l'ordre et les agents des services de renseignements égyptiens semblent être impliqués dans certaines violences exercées contre les chrétiens et actes de vandalisme visant leurs propriétés.

Les interventions des représentants de l'Etat se limitent le plus souvent à tenter de calmer la situation sur place en organisant prioritairement des procédures de réconciliation, au lieu d'appliquer la loi et d'identifier et traduire en justice les auteurs des violences. Ainsi, généralement à la suite d'affrontements, un nombre égal de coptes et musulmans sont arrêtés et accusés d'être responsables de la violence. Après quelques semaines de détention, les familles sont en quelque sorte contraintes de se réconcilier afin d'assurer la libération de leurs proches et elles renoncent, par conséquent, fréquemment à exercer leurs droits en justice. Si cela ne suffit pas, des amendes peuvent être également imposées par la police sur l'électricité, l'environnement (...) afin de restaurer l'ordre dans certaines localités comme ce fut le cas en 2008 dans le village de Dafash, sis à Samalout dans la province de Minya qui compte une population majoritairement copte⁶³.

En effet, très peu de cas de violences sectaires sont déférés devant les tribunaux et lorsqu'une enquête judiciaire est ouverte, elle aboutit le plus souvent soit à une peine légère⁶⁴ ou à un non lieu pour cause de manque de preuves. Les coupables ne sont donc généralement pas identifiés. Cette situation fait dire à de nombreux observateurs et analystes⁶⁵ que « *l'impunité est la norme pour les auteurs de ce type de violences* ».

⁶⁰ Almasry Alyoum, « Sectarian violence: what can be done? », 01/05/2010, *op. cit.* ; CHAILLOT Christine, *op. cit.* ; US Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, Assistant Secretary of State for Democracy, Michael H. Posner, *The situation faced by the Coptic Christian community in Egypt- Statement to the US Helsinki Commission*, *op. cit.* ; Amnesty International, *Broken Promises-Egypt's military rulers erode human rights*, *op. cit.* ; US Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labour, *International Religious Freedom Report 2009 – Egypt*, 26/11/2009 et *International Religious Freedom Report 2010 – Egypt* et Amnesty International, *Rapport annuel 2009 – Egypte*, *op. cit.* ; IRIN, « Egypte : l'Etat de droit mis à mal », 23/11/2011.

⁶¹ Minority Rights Group International, *State of the world's minorities and indigenous peoples 2011 –Middle East and North Africa*, *op. cit.*

⁶² Egyptian Initiative for Personal Rights, *op. cit.*

⁶³ Egyptian Initiative for Personal Rights, *op. cit.*, pp. 19.

⁶⁴ Amnesty International, *Broken Promises*, *op. cit.*

⁶⁵ *Le Figaro*, « Interviews: Hossam Bahgat s'exprime à propos de la situation des Coptes en Egypte », 04/01/2011 ; Egyptian Initiative for Personal Rights, *op. cit.*

EIPR note dans son rapport qu'aucune des attaques menées contre la population copte dans le gouvernorat de Minya durant la période allant de 2008 à 2010 n'a fait l'objet d'une enquête judiciaire⁶⁶.

Cette situation a eu pour conséquence une augmentation significative des violences sectaires durant la période allant de fin 2009 à 2010.

L'incapacité voire le manque de volonté des policiers pour intervenir et prévenir ce type de violences est également souligné, particulièrement lors des actes de vengeance et/ou de punition collective des membres de la communauté copte, qui sont généralement le fait d'un nombre important de musulmans. Ce fut notamment le cas lors de l'attaque qui s'est déroulée à Dayrout, dans la province d'Assiout, le 24 octobre 2009. Elle a débuté à 10 heures 30, mais les forces de l'ordre ne sont intervenues qu'à 15 heures, ce qui a permis aux assaillants d'attaquer 5 églises et bon nombre de magasins et de pharmacies⁶⁷.

Malgré le fait que la communauté copte a régulièrement dénoncé l'absence de protection de l'Etat⁶⁸, cette situation semble perdurer dans l'ère post-Moubarak.

2.2. Une situation post-révolutionnaire critique

2.2.1. Une augmentation des violences sectaires

De nombreuses sources⁶⁹ indiquent que la situation de la communauté copte, déjà difficile sous le régime de Moubarak, ne cesse de se dégrader depuis la chute de ce dernier et la montée de l'islam radical en Egypte. Les salafistes, dont certains sont revenus d'Arabie Saoudite, sont en effet plus présents sur la scène politique depuis la révolution de janvier 2011 et ils sont actifs dans plusieurs parties du pays⁷⁰.

Selon le récent rapport publié par l'Union égyptienne des droits de l'Homme/*The Egyptian Union of Human Rights Organisation* (EUHRO)⁷¹, le nombre de coptes qui ont émigré vers d'autres pays depuis le 19 mars 2011⁷², soit environ 93 000 Coptes, témoigne de cette dégradation. Ce chiffre pourrait atteindre, selon le directeur de cette organisation, Naguib Gabriel, 250 000 d'ici la fin de l'année⁷³.

⁶⁶ *Ibid.* pp.21

⁶⁷ Egyptian Initiative for Personal Rights, *op. cit.*

⁶⁸ Amnesty International, *Broken Promises*, *op. cit.*

⁶⁹ US Department of State, Assistant Secretary of State for Democracy, Michael H. Posner, *op. cit.* Amnesty International, *Broken Promises*, *op. cit.*; Parlement européen, « Résolution du Parlement européen du 27 octobre 2011 sur la situation en Egypte et en Syrie, en particulier des communautés chrétiennes », 27/11/2011; Minority at Risk Project (MAR), *MAR Background report : religious violence in Egypt*, 2011 (date non précisée); Global Security, « Coptic Christians – Recent Developments », 11/2011 : WERTHMULLER Kurt J. , « Situation worsens for Egypt's Coptic Christians », *Hudson Institute's Center for Religion* 10/10/2011; IRIN, « Egypte : l'état de droit mis à mal », art. cité ; United States Commission on International Religious Freedom, *Annual Report covering April 1, 2010 – March 31, 2011*, *op. cit.*; Institute for War and Peace Reporting (IWPR), « Egypt's Christians fear post-Mubarak era », 16/06/2011.

⁷⁰ RUGH William (ancien ambassadeur au Yémen et aux Emirats Arabes Unis), « Egypt : the revolution is incomplete », 30/05/2011 [BDD Lexis Nexis] ; IRIS, « Pourquoi la place Tahrir est en colère », 21/11/2011 ; *Almasry Alyoum*, « Aswan attack part of 'ethnic cleansing' of Copts, says lawyer », 02/10/2011.

⁷¹ Ces chiffres sont essentiellement basés sur les informations communiquées par les églises coptes et la diaspora à l'ONG égyptienne. Cf. *Almasry Alyoum*, « NGO report : 93 000 Copts left Egypt since March », 25/09/2011 ; *La Croix*, art. cit.

⁷² *La Croix*, « Les coptes une communauté très ancienne menacée par l'incertitude politique », 10/10/2011; Assyrian International News Agency, « 100 000 Christians have left Egypt since march : Report », 27/09/2011,

⁷³ *Ibid.*

Dans le message qu'il a adressé au Conseil suprême des forces armées (CSFA) ainsi qu'au gouvernement égyptien, Naguib Gabriel attribue cette émigration récente « *en grande partie aux messages d'application stricte de la charia émanant des groupes salafistes* » (...) *aux attaques répétées dont ils font l'objet, car considérés comme mécréants ('Kafir') et à l'échec des autorités à punir les auteurs des dites attaques* »⁷⁴.

Un million et demi de chrétiens d'Égypte avait déjà émigré durant la période allant de 2000 à la chute d'H. Moubarak. Principalement installée aux États-Unis, la communauté copte compte également 45 000 membres en France. Il convient de remarquer que les émigrants sont pour la plupart issus des milieux aisés⁷⁵.

L'augmentation des violences sectaires en Égypte depuis la chute de Moubarak⁷⁶ constitue l'un des défis majeurs à relever pour assurer une transition démocratique en Égypte⁷⁷.

La Commission américaine sur la liberté religieuse internationale/*US Commission on International Religious Freedom* (USCIRF) a désigné, pour la première fois dans son rapport annuel publié en mai 2011⁷⁸, l'Égypte comme un pays faisant l'objet de préoccupations particulières (*Country of Particular Concern*). L'incapacité persistante du gouvernement à endiguer la violence dirigée à l'encontre de la population copte, à juger et à punir les coupables en est la principale raison. L'organisation souligne également que ce fait alimente un climat d'impunité qui prévaut, tout particulièrement en Haute-Égypte⁷⁹.

Amnesty international, dans son récent rapport daté du mois de novembre 2011⁸⁰, note également que « *les minorités religieuses continuent de souffrir des discriminations et ne bénéficient pas d'une protection adéquate de la part des autorités contre les violences sectaires dont ils font l'objet* ». L'organisation ajoute que « *ces discriminations et les attaques à leur encontre sont particulièrement répandues et se sont aggravées depuis que le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) a pris le pouvoir* »⁸¹.

2.2.2. Brève chronologie des attaques contre les Coptes depuis la chute du Président Moubarak

Depuis la révolution du 25 janvier 2011⁸², une série d'attaques visant la communauté copte a été perpétrée, la plupart d'entre elles, semble-t-il, par des musulmans de tendance salafiste. Les coptes du Caire semblent être particulièrement visés. La brève chronologie des attaques qui ont visé la communauté copte depuis la chute de Moubarak présentée ci-après ne prétend pas être exhaustive.

⁷⁴ The Egyptian Union of Human Rights Organisation (EUHRO), « Message of warning for military council and Egypt's government- Copts' migration would upset the demographic composition of Egypt and jeopardize the national economy », 25/09/2011.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Cf. Tableau *supra*. Voir également, BBC News Middle East, « Mounting hostility behind Egypt's violent protests », 10/10/2011.

⁷⁷ Human Rights First, « Fact-sheet –Sectarian violence in Egypt », 14/06/2011.

⁷⁸ United States Commission on International Religious Freedom, *Annual Report covering April 1, 2010 – March 31, 2011, op. cit.*

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ Amnesty International, *Broken Promises, op. cit.* ; IRIN, *op. cit.*

⁸¹ Traduction libre de l'anglais réalisée par l'auteur de la présente note. « Discrimination and attacks against Coptic Christians are particularly prevalent and appear to have worsened since SCAF assumed power ». Amnesty International, *Broken Promises-Egypt's military rulers erode human rights, op.cit.* p.37.

⁸² Amnesty International, *Broken Promises, op. cit.* ; La Croix, art. cit°; US Department of State, US Assistant Secretary of State for Democracy, Michael H. Posner, art. cit.

- **1^{er} janvier 2011** : attentat à la bombe devant l'église copte d'Al Qiddissin à Alexandrie, causant la mort de 23 personnes et en blessant plus de 100 autres⁸³.
- **11 janvier 2011** : un policier, qui n'était pas en service, ouvre le feu dans un train en partance de Samalout (Minya), tuant un chrétien et en blessant cinq autres. Il est arrêté peu après et n'est toujours pas jugé⁸⁴.
- **23 février 2011** : l'armée utilise des balles réelles, y compris des grenades contre des coptes non armés lors d'un litige foncier au monastère Anba Bishoy, situé à Wadi El Natroun, au nord du Caire. Un moine et six autres personnes travaillant au monastère sont blessés⁸⁵.
- **4 mars 2011** : destruction de l'église des deux martyrs Saint Mina et Saint-Georges/*Mar Mina et Mar Girgis* dans le village de Sol, au sud du Caire par un groupe de musulmans, suivi d'une sanglante attaque contre de jeunes coptes du quartier qui fait 10 morts et plus de 130 blessés⁸⁶.
- **5 mars 2011** : le gouverneur de Qena est empêché d'occuper son poste, car il est chrétien⁸⁷.
- **8 mars 2011** : 13 personnes sont tuées et plus de 150 blessées lors d'affrontements qui ont eu lieu entre musulmans et coptes dans le quartier de Mukkatum/Muqattam, à l'est du Caire, qui abrite une importante communauté copte⁸⁸. Elles ont eu lieu suite à la manifestation organisée par les coptes pour protester contre la destruction de l'église de Sol.
- **28 avril 2011** : suite à la mort de deux musulmans, meurtres pour lesquels les coptes ont été accusés, des affrontements éclatent entre les deux communautés à Abou Qurqas El Balad, dans la province de Minya (Haute-Egypte). Des maisons et magasins coptes sont pillés et incendiés. On dénombre un mort et une dizaine de blessés⁸⁹.
- **7 mai 2011** : Dans le quartier populaire d'Imbaba au Caire⁹⁰, deux églises Mar Mina et celle de Sainte-Marie sont attaquées et brûlées durant une émeute qui aurait été le fait d'un groupe de salafistes. De nombreuses maisons et magasins appartenant à des coptes sont détruits. Les affrontements, qui auraient pour origine une rumeur selon laquelle une femme convertie à l'islam, serait retenu contre son gré dans l'église *Mar Mina*, auraient fait 15 morts, coptes et musulmans.

Selon les témoignages recueillis par Amnesty International, les forces armées ne seraient pas intervenues lors des affrontements. Un couvre-feu a été imposé le

⁸³ Une enquête, qui porte notamment sur le rôle joué par le ministère de l'Intérieur égyptien dans cet attentat, est toujours en cours. Selon plusieurs sources, l'attentat aurait été commandité par Habib El Adly, ministre de l'Intérieur à l'époque des faits. Cf. United States Commission on International Religious Freedom, *Annual Report covering April 1, 2010 – March 31, 2011*, op. cit. pp.54.

⁸⁴ *Le Figaro (avec AP)*, «Egypte: un chrétien tué par balle », 11/01/2011.

⁸⁵ United States Commission on International Religious Freedom, *Annual Report covering April 1, 2010 – March 31, 2011*, op.cit.

⁸⁶ Ce même mois un chrétien a eu l'oreille tranchée par un groupe d'extrémistes dans la ville de Qena, en Haute-Egypte, qui a déclaré appliquer strictement le châtiment prescrit par le Coran. La victime a dû accepter une compensation, qui a été décidée durant la procédure de réconciliation, et renoncer à porter plainte, en raison des menaces dont faisaient l'objet les membres de sa famille. Cf. United States Commission on International Religious Freedom, *Annual Report covering April 1, 2010 – March 31, 2011*, op. cit., pp.53.

⁸⁷ *Aleteia*, « De récents affrontements ont fait 25 morts parmi les chrétiens coptes orthodoxes, et la tension continue de monter », 08/11/2011.

⁸⁸ *Ibid.* Voir également Amnesty International, *Broken Promises*, op. cit.

⁸⁹ *L'Œuvre d'Orient*, «Egypte: punition collective pour les chrétiens suite à la mort de deux musulmans», 27/04/2011.

⁹⁰ Amnesty International, *Broken Promises*, op. cit.

lendemain des affrontements et des militaires auraient été déployés dans le secteur. Selon le gouvernement, ces violences seraient le fait de fidèles au régime du président Hosni Moubarak chassé du pouvoir en février dernier⁹¹.

- **30 septembre 2011** : incendie et destruction de l'église Saint-Georges, du village d'El Merinab, dans le gouvernorat d'Assouan (Haute-Egypte). L'édifice, qui venait d'être rénové avec toutes les autorisations requises, a été pris d'assaut par une centaine de musulmans radicaux. Depuis plusieurs semaines, le village d'El Merinab était agité par une querelle : un groupe d'habitants musulmans, salafistes pour certains, affirmaient que l'édifice était en fait une salle commune et que les coptes ne disposaient pas du permis nécessaire pour construire les dômes qu'ils souhaitaient y ajouter⁹².
- **9 octobre 2011** : des violences éclatent au Caire devant le bâtiment de la télévision égyptienne connu sous le nom de Maspéro/Maspiro, lors d'une manifestation organisée par les coptes pour demander que l'église d'El Merinab, en partie incendiée la semaine précédente, soit reconstruite. Les manifestants réclamaient aussi l'arrestation et le jugement des responsables de l'attaque ainsi que l'adoption d'une « loi unifiée sur la construction des lieux de culte en Egypte »⁹³. Lors des affrontements entre coptes et forces de sécurité, 25 coptes orthodoxes sont tués et plus de 300 personnes sont blessées⁹⁴. Selon la résolution du Parlement européen datée du mois d'octobre 2011⁹⁵, la télévision publique égyptienne aurait incité à la violence en appelant la population à « protéger l'armée »⁹⁶.
- **17 novembre 2011** : attaque avec des pierres et des bouteilles de manifestants coptes au Caire qui réclamaient la justice après la mort de 25 personnes tuées le 9 octobre lors des affrontements devant l'immeuble Maspéro avec les forces de l'ordre⁹⁷

Comme le relève le Département d'Etat américain dans un communiqué adressé à la Commission Helsinki en novembre 2011⁹⁸, **peu d'enquêtes sur ces attaques ont été menées par les autorités égyptiennes.**

A la suite des affrontements qui se sont déroulés dans le quartier d'Imbaba au Caire le 7 mars 2011, de nombreuses personnes, tant coptes que musulmanes, ont été arrêtées. Certaines ont été relâchées le 26 mai. Quelques jours plus tard, les médias ont annoncé que 48 personnes, parmi lesquelles figurent des coptes et des musulmans, ont été déférées devant la Cour d'Etat de Haute Sécurité de Gizeh. Le procès a toutefois été ajourné jusqu'au mois de décembre 2011⁹⁹.

Suite à la répression de la manifestation devant l'immeuble Maspero le 9 octobre 2011, le Procureur public a entamé dès le lendemain les auditions des personnes blessées lors de la manifestation. Vingt et une personnes ont été détenues pendant 15 jours dans l'attente d'un complément d'enquête. De son côté, le Conseil Suprême des Forces Armées a annoncé, au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue le 12 octobre, l'ouverture d'une enquête qui sera menée par les militaires compte tenu du caractère

⁹¹ *Le Figaro (Avec AFP)*, « Égypte : le gouvernement renforce la sécurité », 08/05/2011.

⁹² *La Croix*, « Ils ne veulent plus de chrétiens en Egypte ! », 10/10/2011.

⁹³ *La Croix*, « Ils ne veulent plus de chrétiens en Egypte ! », *op. cit.*

⁹⁴ D'autres rapports comme celui d'Amnesty International font état de 28 personnes décédées dont un soldat. Cf. Amnesty International, *Broken Promises*, *op. cit.*

⁹⁵ Parlement européen, *op. cit.*

⁹⁶ Voir Parlement européen, *op. cit.* : L'armée « pressa les Egyptiens 'honorables' de défendre les soldats contre les émeutes chrétiennes, cherchant ainsi à transformer l'événement en une attaque de l'Etat par les chrétiens ».

⁹⁷ *Le Progrès*, « Egypte une manifestation de chrétiens attaquée », 18/11/2011, *Le Figaro*, « Egypte : des chrétiens coptes attaqués », 17/11/2011 [BDD Lexis Nexis].

⁹⁸ US Department of State, Assistant Secretary of State for Democracy, Michael H. Posner, art. cit.

⁹⁹ Amnesty International, *Broken Promises*, *op. cit.*

sensible de cet événement. Il a également mis en garde contre toute tentative de 'monter l'armée contre le peuple' et promis de traduire les auteurs de ces violences en justice. Selon le gouvernement égyptien, ces heurts n'étaient pas des violences sectaires, mais ils auraient pour origine « des 'mains étrangères', qui veulent paralyser la transition de l'Egypte vers la démocratie »¹⁰⁰.

Le 2 novembre 2011, l'ONG égyptienne nationale des droits de l'homme, *National Council for Human Rights*, a enjoint aux autorités de mettre en place une commission d'enquête indépendante sur cet événement¹⁰¹. Amnesty International indique par ailleurs en novembre 2011 qu'aucun membre des forces de l'ordre n'a été inquiété¹⁰².

La répression violente des manifestants coptes devant l'immeuble Maspero en octobre 2011 a suscité la condamnation générale de la communauté internationale mais également de sérieuses inquiétudes sur le futur de l'Egypte, notamment dans la presse du monde arabe¹⁰³.

Le père Rafic Greiche, directeur de la communication de l'Eglise catholique copte en Egypte, définit la situation « comme critique » et relève également une aggravation des tensions¹⁰⁴ non seulement entre les coptes et les musulmans mais également vis-à-vis de l'armée¹⁰⁵, que les coptes soupçonnent d'entretenir des liens avec les islamistes radicaux.

Selon de nombreux observateurs présents sur place, l'augmentation des hostilités vis à vis de la communauté copte fait craindre pour leur avenir en Egypte¹⁰⁶. L'autre source d'inquiétude exprimée par les représentants coptes est la montée en puissance des mouvements islamistes conjuguée au fait « que beaucoup de coptes croient en outre que le Conseil Suprême des Forces Armées¹⁰⁷ a échoué à leur offrir une protection adéquate et ne soit complice de la violence dont ils font l'objet », allégations que réfutent toutefois la plupart des militaires¹⁰⁸. La répression sanglante du 9 octobre 2011 de la manifestation copte¹⁰⁹, dans laquelle le rôle joué par les militaires¹¹⁰ n'a pas encore été clairement établi, suscite en effet des doutes quant à la volonté du Conseil Suprême des Forces Armées de protéger cette communauté¹¹¹.

D'aucuns estiment que le vide politique laissé par la révolution égyptienne a ouvert la voie aux groupes de militants islamistes et aux salafistes qui ont opéré en toute impunité¹¹², ces derniers étant notoirement connus pour leur hostilité à l'encontre des autres communautés religieuses¹¹³.

¹⁰⁰ *Panapress*, « Egypte: Rejet de la démission de Hazem Al-Biblawy », 12/10/2011 ; *Associated Press*, « Egypt military takes over inquiry of Coptic unrest », 13/10/2011.

¹⁰¹ Résolution du Parlement européen, *op. cit.*

¹⁰² Cf. Amnesty International, *Broken Promises*, *op. cit.*

¹⁰³ BBC News Middle East, « Middle East media on Egypt violence », 11/10/2011.

¹⁰⁴ La détérioration de la situation pour les coptes est également soulignée par Here Yousef Sidhoum, rédacteur en chef du journal copte Al-Watani, voir l'interview qu'il a donné à *BBC News Middle East*, « Viewpoint : Egypt's Copts must not submit to grief », 26/10/2011.

¹⁰⁵ *Aleteia*, « De récents affrontements ont fait 25 morts parmi les chrétiens coptes orthodoxes, et la tension continue de monter », 08/11/2011.

¹⁰⁶ Institute for War & Peace Reporting (IWPR), « Egyptian Copts see bleak future », *op. cit.*

¹⁰⁷ Conduit par le maréchal Mohammed Husein Tantaoui.

¹⁰⁸ Institute for War & Peace Reporting (IWPR), « Egyptian Copts see bleak future », *op. cit.*

¹⁰⁹ Depuis plusieurs semaines, le village d'El Merinab est agité par une querelle : un groupe d'habitants musulmans, qui seraient salafistes pour certains, affirme que l'édifice est en fait une salle commune et que les coptes ne disposent pas du permis nécessaire pour construire les dômes qu'ils veulent ajouter. Une des motivations de la manifestation est aussi de réclamer une loi unifiée sur la construction des lieux de culte en Egypte. Cf *La Croix*, « Ils ne veulent plus de chrétiens en Egypte ! », *op. cit.*

¹¹⁰ *La Croix*, « L'armée égyptienne montrée du doigt », 10/11/2011.

¹¹¹ Institute for War & Peace Reporting (IWPR), « Egyptian Copts see bleak future », *op. cit.*

¹¹² Jamestown Fondation, « Perspectives on the Islamist and Salafist parties in Egypt : similarities and dissimilarities », 21/11/2011.

¹¹³ Jamestown Fondation, art. cit; *La Croix*, « Les coptes dénoncent la violence des salafistes », art. cit.

Selon Amnesty International¹¹⁴, à l'instar du régime déchu, le Conseil suprême des forces armées privilégie la réconciliation à un règlement juridictionnel pour résoudre ces conflits. Ces réconciliations réunissent les responsables religieux des deux communautés ainsi que des membres de l'appareil sécuritaire pour tenter de désamorcer les tensions comme ce fut le cas successivement en mai, suite aux manifestations à Ein Shams pour l'ouverture de l'église et en septembre 2011 pour contenir les tensions entre les deux communautés concernant la rénovation de l'église Saint George à El-Merinab. Ce procédé, comme l'indiquent de nombreuses sources, se révèle toutefois insuffisant à endiguer les violences interconfessionnelles. Aussi, de nombreuses ONG tant locales qu'internationales enjoignent les autorités égyptiennes à renforcer l'Etat de droit sur place et à procéder rapidement à l'arrestation des responsables des violences.

Enfin, si récemment les autorités ont procédé à la révision du code pénal afin de punir d'une peine d'emprisonnement et d'une lourde amende (5 000 dollars)¹¹⁵, toutes formes de discriminations reposant sur des critères de sexe, de race, de langue, de religion ou de croyance, il convient de relever que ce dernier n'est toujours pas mis en œuvre¹¹⁶. Il en va de même pour l'adoption de la loi égyptienne portant sur l'uniformisation des procédures concernant la construction d'édifices religieux¹¹⁷.

¹¹⁴ Amnesty International, *Broken Promises*, *op. cit.*

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ *Ibid.*

Bibliographie

Ouvrages

- VALOGNES Jean –Pierre, *Vie et morts des chrétiens d'Orient – des origines à nos jours*, Ed. Fayard, 1994, en consultation libre à la bibliothèque.
- POMMIER Sophie, *Égypte l'envers du décor*, éd. La Découverte, 04/2008, en libre consultation à la DIDR.
- BILLOUD Jean-Michel, *Histoire des chrétiens d'Orient*, Paris, l'Harmattan, coll. « Comprendre le Moyen -Orient », 1995
- CHAILLOT Christine, *Les Coptes d'Égypte 1970-2011*, éd. l'Œuvre, 09/2011, en consultation libre à la bibliothèque

Rapports

- US Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, Assistant Secretary of State for Democracy, Michael H. Posner, *The situation faced by the Coptic Christian community in Egypt - Statement to the US Helsinki Commission*, 15/11/2011, <http://www.humanrights.gov/2011/11/16/the-situation-faced-by-the-coptic-christian-community-in-egypt/>
- The Egyptian Union of Human Rights Organisation (EUHRO), *Message of warning for military council and Egypt's government - Copts' migration would upset the demographic composition of Egypt and jeopardize the national economy*, 25/09/2011, <http://www.arabwestreport.info/year-2011/week-39/41-euhro-message-warning-military-council-and-egypts-government>
- Amnesty International, *Broken Promises-Egypt's military rulers erode human rights*, 11/2011, www.amnesty.org/fr/library/info/MDE12/053/2011/en
- Minority Rights Group International, *State of the world's minorities and indigenous peoples 2011 – Middle East and North Africa*, 6/07/2011 <http://www.minorityrights.org/10848/state-of-the-worlds-minorities/state-of-the-worlds-minorities-and-indigenous-peoples-2011.html>
- Institute for War and Peace Reporting (IWPR), *Egypt's Christians fear post-Mubarak era*, 16/06/2011, http://www.ecoi.net/local_link/161881/265989_en.html
- United States Commission on International Religious Freedom (USCIRF), *Annual Report 2010 covering April 1, 2010 – March 31, 2011*, 05/2011 <http://www.uscirf.gov/images/book%20with%20cover%20for%20web.pdf>
- Minority at Risk Project (MAR), *MAR Background report : religious violence in Egypt*, 2011 (date non précisée), <http://www.cidcm.umd.edu/mar>
- Australian Government- Refuge Review Tribunal, *Country Advice Egypt – Evangelicla Christians –Proselyting activites- Treatment by authorities-Treatment by Muslims*, 17/12/2010, <http://www.ecoi.net>
- US Department of State – Bureau of Democracy, Human Rights, and Labour, *International Religious Freedom Report 2010 Egypt*, 17/11/2010 <http://www.state.gov/g/drl/rls/irf/2010/148817.htm>
- Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), *Freedom of religion and belief program, two years of sectarian violence: what happened? Where do we begin? An analytical study of January 2008 – January 2010*, 04/2010 <http://eipr.org/en/report/2010/04/11/776>

- US Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights and Labour, *International Religious Freedom Report 2009 – Egypt*, 26/11/2009
<http://www.state.gov/g/drl/rls/irf/2010/148817.htm>
- Amnesty International, *Rapport 2009 Egypte*, 28/05/2009
<http://report2009.amnesty.org/fr/regions/middle-east-north-africa/egypt>

Articles scientifiques

- KOSTANIAN Albert, « Mort et résurrection des chrétiens d'Orient –un autre exemple de résilience », *Géopolitique*, 10-11-12/2011, consultable uniquement sur support papier ou numérique à la DIDR
- Jamestown Foundation, « Perspectives on the Islamist and Salafist parties in Egypt : similarities and dissimilarities », 21/11/2011
[http://www.jamestown.org/programs/gta/single/?tx_ttnews\[tt_news\]=38552&cHash=9f4f69129183c460278b42b0e5853226](http://www.jamestown.org/programs/gta/single/?tx_ttnews[tt_news]=38552&cHash=9f4f69129183c460278b42b0e5853226)
- WERTHMULLER Kurt J. , « Situation worsens for Egypt's Coptic Christians », *Hudson Institute's Center for Religion* 10/10/2011,
<http://www.nationalreview.com/blogs/print/279657>
- FROMENT-MEURICE Henri, « Que faire pour les chrétiens d'Orient », *Commentaire*, N° 134 (vol. 34), Eté 2011 pp. 379-385, consultable uniquement sur support papier ou numérique à la DIDR
- JACOBS Andreas, « Under Muslim rule – On the political and social situation of Egyptian Christians » *Konrad – Adenauer-Stiftung (KAS) International Report*, 12/2010
- Center for Religious Freedom of Freedom House, *Egypt's endangered Christians*, 1999. <http://crf.hudson.org/files/publications/egypt%20report%20w-cover.pdf>
- DENIS Eric, chercheur au CNRS-CEDEJ, « Cent ans de localisation de la population chrétienne égyptienne- Les Eléments d'une distanciation entre citadins et villageois », *l'Astrolabe n° 2 – Revue de l'association française pour l'Etude du monde arabe et musulman*, 09/09/1997
http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/59/12/99/PDF/chrA_tiens_100ans.pdf

Articles de presse

[sites web consultés le 27/12/2011]

- *Associated Press*, « Egypt's Christians try to stem Islamists in vote », 29/11/2011
<http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=142909484>
- *La Croix*, « L'application de la charia, une réalité juridique variable selon les pays », 24/11/2011 <http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/L-application-de-la-charia-une-realite-juridique-variable-selon-les-pays- EG -2011-10-24-727027>
- *IRIN (UN)*, « Egypte : l'état de droit mis à mal », 23/11/2011
<http://www.irinnews.org/printreport.aspx?reportid=94289>
- *IRIS*, « Pourquoi la place Tahrir est en colère », 21/11/2011
<http://www.iris-france.org/informez-vous/tribune.php?numero=268>
- *Le Progrès*, « Egypte une manifestation de chrétiens attaquée », 18/11/2011, [BDD Lexis Nexis]
- *Le Figaro*, « Egypte : des chrétiens coptes attaqués », 17/11/2011 [BDD Lexis Nexis]

- *La Croix*, « L'armée égyptienne montrée du doigt », 10/11/2011, <http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/L-armee-egyptienne-montree-du-doigt- EG -2011-10-10-721445>
- *Le Point*, « Egypte : l'armée réprime dans le sang une manifestation copte », 09/11/2011, <http://indignations.org/persecutions/>
- *Aleteia*, « De récents affrontements ont fait 25 morts parmi les chrétiens coptes orthodoxes, et la tension continue de monter », 08/11/2011 <http://www.aleteia.org/fr/questions/839/qui-sont-les-coptes-et-que-se-passe-t-il-en-egypte>
- *BBC News Middle East*, « Viewpoint : Egypt's Copts must not submit to grief », 26/10/2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-15385063>
- *Associated Press*, « Egypt military takes over inquiry of Coptic unrest », 13/10/2011 <http://www.cbsnews.com/stories/2011/10/13/ap/middleeast/main20119761.shtml>
- *Panapress*, « Egypte: Rejet de la démission de Hazem Al-Biblawy », 12/10/2011 <http://www.afriquejet.com/politique-egypte-2011101224789.html>
- *La Croix*, « Les coptes une communauté très ancienne menacée par l'incertitude politique » ?, 10/10/2011, <http://www.la-croix.com/Religion/S-informer/Actualite/Les-coptes-une-communaute-tres-ancienne-menacee-par-l-incertitude-politique- NG -2011-10-10-721351>
- *La Croix*, « Les coptes dénoncent la violence des salafistes », 10/10/2011, <http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/Les-coptes-denoncent-la-violence-des-salafistes- EG -2011-10-10-721423>
- *La Croix*, « Ils ne veulent plus de chrétiens en Egypte ! », 10/10/2011 <http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/Ils-ne-veulent-plus-de-chretiens-en-Egypte-!- NG -2011-10-10-721447>
- *BBC News Middle East*, « Mounting hostility behind Egypt's violent protests », 10/10/2011 <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-15241257>
- *Almasry Alyoum*, « Aswan attack part of 'ethnic cleansing' of Copts, says lawyer », 02/10/2011, <http://www.almasryalyoum.com/en/print/201407>
- *Assyrian International News agency*, « 100 000 Christians have left Egypt since march : Report », 27/09/2011, <http://www.aina.org/news/20110926194822.htm>
- *Almasryalyoum*, « NGO report : 93 000 Copts left Egyp since March », 25/09/2011, <http://almasryalyoum.com/node/499487> ;
- RUGH Willam – ancien ambassadeur au Yémen et aux Emirats Arabes Unis, « Egypt : the revolution is incomplete », 30/05/2011 [BDD Lexis Nexis]
- *Le Figaro (Avec AFP)*, « Égypte : le gouvernement renforce la sécurité », 08/05/2011 <http://www.lefigaro.fr/international/2011/05/08/01003-20110508ARTFIG00054-violents-heurts-entre-coptes-et-musulmans-en-egypte.php>
- *Almasry Alyoum*, « Sectarian violence: what can be done? », 01/05/2010, <http://www.almasryalyoum.com/en/node/9471>
- *L'Œuvre d'Orient*, «Egypte: punition collective pour les chrétiens suite à la mort de deux musulmans», 27/04/2011 <http://www.oeuvre-orient.fr/page-l-oeuvre-d-orient-egypte-punition-collective-pour-les-chretiens-suite-a-la-mort-de-deux-musulmans-550.html>
- *Revue 30 Giorni*, « Le défi égyptien », 22/02/2011, <http://benoit-et-moi.fr/2011-1/0455009e5f0781801/0455009e940f34d0b.html>

- *Le Figaro (avec AP)*, «Egypte: un chrétien tué par balle », 11/01/2011, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/01/11/97001-20110111FILWWW00662-egypte-un-chretien-tue-par-balle.php>
- *Le Nouvel Observateur*, « Qui sont les coptes d’Egypte », 04/01/2011, <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20110104.OBS5673/qui-sont-les-coptes-d-egypte.html>
- *Le Figaro*, « Interview : Hossam Bahgat s’exprime à propos de la situation des coptes en Egypte », 04/01/2011, <http://www.interet-general.infi/spip.php?article15069>
- *France 24*, « Tour d’horizon de la situation des chrétiens d’Orient », 03/01/2011, <http://www.france24.com/fr/print/4376481?print=now>
- *Slate*, « Le calvaire des coptes », 13/01/2010, <http://www.slate.fr/story/15495/chretiens-coptes-egypte-calvaire-religion>
- *Free Egypt*, « Minya » (non daté) <http://www.freeegypt.info/pages/608/Minya.html>

Autres

- Parlement européen, « Résolution du Parlement européen du 27 octobre 2011 sur la situation en Egypte et en Syrie, en particulier des communautés chrétiennes », 27/11/2011, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2011-0471&language=FR>
- Global Security, « Coptic Christians », 26/10/2011, <http://www.globalsecurity.org/military/world/egypt/copt.htm>
- The Egyptian Union of Human Rights Organisation (EUHRO), « Message of warning for military council and Egypt’s government- Copts’ migration would upset the demographic composition of Egypt and jeopardize the national economy », 25/09/2011, <http://www.arabwestreport.info/year-2011/week-39/41-euhro-message-warning-military-council-and-egypts-governmen>
- Human Rights First, « Fact-sheet –Sectarian violence in Egypt », 14/06/2011, http://www.humanrightsfirst.org/wp-content/uploads/pdf/Fact_Sheet-Egypt-Sectarian-Violence.pdf
- Observatoire de l’islamisation, « Entretien avec Masri Feki sur la situation des coptes en Egypte », 23/01/2011, <http://www.islamisation.fr/archive/2011/01/21/entretien-avec-masri-feki-sur-la-situation-des-coptes-en-egy.html>